



Grenoble, le 27 octobre 2016

Après Barcelone, Grenoble accueillera la 2ème Rencontre « Les autorités locales et la nouvelle génération de traités de libre échange », les 3 et 4 février prochains.

Les 21 et 22 avril 2016, la Ville de Grenoble a participé au premier sommet paneuropéen «Les autorités locales et la nouvelle génération de traités de libre échange », à Barcelone. Construite en deux temps, l'idée était de rassembler les autorités locales et la société civile autour du CETA (Accord Économique et Commercial Global entre l'UE et le Canada) et du TTIP (Traité transatlantique) afin d'affirmer une position claire contre la mise en place et la ratification de ces traités. Ce sommet a réuni un réseau de 40 élus espagnols (Madrid, Séville, Valencia, Saragosse...) et européens (Vienne, Birmingham, Corfou, Bruxelles...) et a permis la rédaction et l'adoption d'une Déclaration commune des collectivités territoriales.

Cette deuxième rencontre grenobloise est donc la continuité de celle qui s'est tenue à Barcelone, avec l'objectif de créer un réseau actif dans l'information et l'action autour de ces traités, et surtout pour mettre en place une vraie coopération entre collectivités afin de valoriser les initiatives locales et citoyennes.

La manifestation s'organisera sur deux jours, avec un premier jour réservé à la mise en réseau des autorités locales et un deuxième jour en lien avec la société civile organisée.

Eric Piolle, maire de Grenoble, déclare :

« Face à la nouvelle génération de traités de libre échanges (TAFTA et CETA), partout en Europe les forces vives s'organisent pour porter une nouvelle espérance européenne. Une espérance dans laquelle la démocratie ne serait pas dégradée mais respectée, et où la puissance publique européenne relèverait enfin les grands défis climatiques, sociaux et économiques à venir, en lien avec les Etats et les territoires.

Je tiens à saluer le courage salutaire de Paul Magnette, ministre-Président de la Wallonie. Malgré les pressions, son engagement à protéger la qualité de vie des Wallons ainsi que la vitalité économique de son territoire contribue à faire éclore cette nouvelle espérance européenne.

Après Barcelone, Grenoble sera, en février 2017 au rendez-vous de l'Europe de demain ».

Le Conseil municipal du 26 mai 2014 adoptait la décision de faire de la Ville de Grenoble une « Zone hors TAFTA ».